

ARRETE N°A2022_493

Délégation de fonction d'officier d'Etat civil et de signature à Monsieur Fabrice MATHIEU, Directeur Général Adjoint Ressources

LE MAIRE DE BONDY,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-19, L. 2122-32, R. 2122-8 et R. 2122-10,

VU le code civil et notamment les articles 31 et suivants,

VU le code de procédure civile,

VU le décret n° 2004-1159 du 29 octobre 2004 portant application de la loi n° 2002-304 du 4 mars 2002 modifiée relative au nom de famille et modifiant diverses dispositions relatives à l'état civil,

VU le décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil,

VU l'Instruction Générale relative à l'état civil,

VU la délibération n° DCM2022_001 du conseil municipal en date du 5 février 2022 portant élection du Maire,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Délégation de fonction d'officier d'état civil

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-10 du code général des collectivités territoriales, en l'absence et en cas d'empêchement des adjoints et sous ma surveillance et ma responsabilité, Monsieur Fabrice MATHIEU, Directeur Général Adjoint Ressources de la ville de Bondy, est délégué pour remplir les missions d'officier d'état civil, à l'exclusion de celles prévues à l'article 75 du code civil.

Il peut valablement délivrer toutes copies, et extraits, quelle que soit la nature des actes.

ARTICLE 2 – Il est par ailleurs donné délégation de signature en l'absence et en cas d'empêchement des adjoints ainsi que du Directeur Général des Services, au Directeur Général Adjoint Ressources, Monsieur Fabrice MATHIEU, pour :

- l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures,
- les attestations d'accueil.

Il est également donné délégation de signature, dans les mêmes conditions, à Monsieur Fabrice MATHIEU, à l'effet de signer tout acte, à l'exclusion des décisions que le Maire prend par délégation du conseil municipal, dans le cadre des secteurs d'intervention suivants :

Direction Générale Adjointe Ressources :

- Direction du pôle Finances,
- Direction du pôle Affaires juridiques,
- Direction du pôle Ressources humaines,
- Direction du pôle Systèmes d'information.

Cette délégation de signature s'entend dans les limites suivantes :

- les pièces administratives, documents et courriers pris en application d'une décision municipale ne requérant que la seule responsabilité des services ci-dessus désignés et ne comportant pas d'opportunité à caractère politique,
- les notes et courriers à caractère administratif,
- les bons de commande et propositions de paiement en exécution d'une décision municipale et comportant un financement d'un montant inférieur ou égal à 10 000 euros TTC,
- les bordereaux de mandats et titres,
- les courriers relatifs aux demandes d'emploi.

Par ailleurs, il est donné délégation de signature à Monsieur Fabrice MATHIEU pour :

- les courriers relatifs au service communal d'hygiène et santé notamment ceux relatifs à l'insalubrité des logements,
- les courriers relatifs à la police de l'environnement notamment les problématiques de sécurité publique (élagage) et de salubrité (déchets sauvages...).

ARTICLE 3 – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MATHIEU, Directeur Général Adjoint Ressources, et en l'absence de Monsieur Emmanuel AUBER, Directeur Général des Services, il est donné délégation de signature, dans les limites fixées par l'article 2 du présent arrêté, dans l'ordre suivant :

- Madame Emilie BARTOLO, Directrice Générale des Services Techniques,
- Madame Cendrine AVISSEAU, Directrice Générale Adjointe aux Politiques Educatives et à la Culture.

ARTICLE 5 – Les actes signés dans le cadre de la présente délégation devront porter la mention suivante :

*« Pour le Maire et par délégation,
Fabrice MATHIEU
Directeur Général Adjoint Ressources »*

ARTICLE 6 – Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 8 – Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Fabrice MATHIEU et copie en sera adressée à :

- Monsieur Emmanuel AUBER,

- Madame Emilie BARTOLO,
- Madame Cendrine AVISSEAU,
- Monsieur le Procureur de la République.

Fait en Mairie à Bondy, le 11 OCT. 2022



Stephen HERVE
Maire de Bondy
Conseiller régional d'Île-de-France



Je soussigné Fabrice MATHIEU certifie avoir reçu un exemplaire
du présent arrêté.

A Bondy, le